

# Accord National 2011-2012 pour ouvriers (CP 116)

CCT conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique relative à l'Accord National 2011-2012.

## Champ d'application

### Article 1er. -

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

## Durée

**Article 2.** - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus, à l'exclusion de l'article 11, §1.

## Concertation au niveau du secteur et de l'entreprise

**Article 3. -** Les partenaires sociaux marquent leur intention par cette CCT de soutenir l'avenir du secteur et de ses travailleurs à long terme en matière d'évolution du coût salarial, de formation permanente et d'emploi.

Pour la conclusion des CCT au niveau du secteur et des entreprises, les partenaires sociaux de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et les négociateurs au niveau de l'entreprise prennent acte du contenu intégral de la proposition de médiation du gouvernement et des dispositions légales en la matière.

## Salaire horaire minimum

**Article 4. -** Les montants du salaire horaire minimum de début et du salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté, tels que définis à l'article 2 de la convention collective de travail du 27 mai 2009 (AR 21 février 2010 ; MB 08/04/2010) concernant le salaire horaire minimum, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, sont augmentés de 0,3 % en régime de 40 heures par semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'arrondi sera calculé conformément à l'article 7 de la CCT du 8 février 2006, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation (AR 5 août 2006 ; MB 20/09/2006).

## Salaire lié à l'expérience

**Article 5. -** Le salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté tel que défini à l'article 2 de la CCT du 27 mai 2009 (AR 21 février 2010 ; MB 8/04/2010) relative aux salaires horaires minima conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, est, en régime 40 heures par semaine, augmenté de 0,03 EUR brut à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2012.

Le coût de l'augmentation prévue par cet article sera imputé sur l'enveloppe de la CCT sectorielle 2013-2014.

## **Primes d'équipes**

**Article 6.** – Les montants des primes d'équipes minima tels que prévu à l'article 2 de la convention collective conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique relative aux primes d'équipes minima (AR 21 février 2010 ; MB 19/05/2010) sont augmentés de 0,3 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 en régime 40 heures par semaine.

L'arrondi sera calculé conformément à l'article 2 de la CCT relative aux primes d'équipes minima (AR 21 février 2010 ; MB 19/05/2010).

## **Barèmes des jeunes**

**Article 7.** – La CCT relative au barème des jeunes conclue le 7 novembre 2001 sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique (AR 12 juillet 2002 ; MB 27/07/2002) est supprimée à partir du 1<sup>er</sup> juin 2011.

## **Entreprises non conventionnées**

### **Article 8. –**

Les salaires horaires en vigueur au 31 décembre 2011 effectivement payés dans les entreprises non liées, quant à l'éventuelle augmentation du pouvoir d'achat durant la période 2011-2012, par une convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux Commissions Paritaires et aux conventions collectives de travail, sont augmentés de 0,3 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Cette augmentation de 0,3 % sera toutefois imputée et/ou à valoir sur d'éventuelles autres augmentations du salaire horaire et/ou d'autres avantages qui, hormis ceux dus à la convention collective de travail du 8 février 2006 (AR 5 août 2006, MB 20 septembre 2006), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, seraient octroyés aux ouvriers pendant la durée de la présente convention collective de travail.

L'arrondi sera calculé conformément à l'article 7 de la CCT du 8 février 2006, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation (AR 5 août 2006 ; MB 20/09/2006).

## **Implémentation de la pension sectorielle**

**Article 9.** – En ce qui concerne l'implémentation du régime de pension complémentaire sectorielle pour les ouvriers de l'industrie chimique, il y a lieu de se référer aux dispositions de l'article 6 § 2, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'Accord National 2009-2010 pour ouvriers, conclu le 1<sup>er</sup> avril 2009 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique (AR 10 novembre 2009 ; MB 16/03/2010).

## **Sécurité d'existence**

### **Article 10. - Indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel**

L'indemnité complémentaire de chômage, telle que prévue au premier alinéa de l'article 2 de la convention collective de travail du 16 décembre 2009 (AR 10 octobre 2010 MB 10/11/2010), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, fixant des indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel et des indemnités en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle, est fixée à 9,50 EUR par jour de chômage partiel à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011.

La période durant laquelle existe le droit au montant journalier précité est portée d'un maximum de 55 jours par an à un maximum de 60 jours par an, et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## **Prépension conventionnelle**

### **Article 11. §1er. Prépension à partir de 58 ans**

La convention collective de travail du 27 mai 2009 (AR 21 février 2010, MB 19 mai 2010), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, prorogeant le régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 mars 2011, est prorogée du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2013 inclus.

### **§2. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle**

La convention collective de travail du 27 mai 2009 (AR 4 mars 2010 ; MB 19 mai 2010), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, venue à échéance le 31 décembre 2010, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

### **§3. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 40 ans de carrière professionnelle**

La convention collective de travail du 18 juin 2009 (AR du 4 mars 2010 ; MB 19 mai 2010) conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 40 ans de carrière professionnelle, venue à échéance le 31 décembre 2010, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

### **§4. Prépension conventionnelle à mi-temps**

La convention collective de travail du 18 juin 2009 (AR 17 mars 2010; MB 30 juin 2010), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans pour les ouvriers, venue à échéance le 31 décembre 2010, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

## **Octroi d'un avantage social**

**Article 12.** Le montant de l'avantage social, fixé à l'article 5 de la convention collective de travail du 27 mai 2009 (AR 21 février 2010 ; MB 8 avril 2010), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, octroyant un avantage social, est porté à 135 EUR à partir de l'année de paiement 2012 (exercice social 2011).

Les modalités de paiement sont fixées par le comité de gestion du Fonds Social de l'industrie chimique.

## **Formation syndicale**

**Article 13 –** Le quatrième paragraphe, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 4 de la convention collective de travail conclue le 27 mai 2009 (AR 4 mars 2010 ; MB 19 mai 2010) au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, est, à partir de l'année 2011, remplacé par les dispositions suivantes:

- plafond : 1.200.000 EUR à partir de 2011
- ventilation : à partir de 2011 : 1.000.000 EUR annuellement aux organisations syndicales ; 200.000 EUR annuellement à la Fédération belge des industries chimiques et des sciences de la vie ASBL (essenscia).

Pour l'année 2012, il est prévu une allocation supplémentaire non récurrente de 50.000 EUR aux organisations syndicales.

## Fonds de formation (Groupes à risques)

**Article 14.** - La convention collective de travail prorogeant le Fonds pour la formation dans l'industrie chimique, conclue le 30 septembre 2009 (AR 13 juin 2010; MB 18 août 2010) au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail. La cotisation au Fonds de formation s'élève à 0,20% sur les salaires bruts des ouvriers.

Dans les fonds totaux récoltés mentionnés ci-dessus, un montant égal à la cotisation de 0,05% sur les salaires bruts des ouvriers sera intégralement utilisé pour des projets collectifs de formation.

Une partie des moyens sera en particulier, pour la durée de cette CCT, affectée aux 3 projets suivants à développer et à formaliser :

1. une meilleure intégration dans le secteur des travailleurs handicapés
2. la solidarité internationale
3. une amélioration de l'introduction des jeunes et de la promotion du secteur auprès des jeunes

Les modalités concrètes et les moyens pour ces 3 projets seront définis par le Comité de gestion du Fonds de formation.

Les partenaires sociaux de l'industrie chimique prendront également, durant la période de cette CCT, au sein du Fonds de formation, les initiatives nécessaires afin d'augmenter annuellement le taux de participation de 5 %.

## Article 15. – Délégation syndicale

Le seuil pour l'installation d'une délégation syndicale, tel que défini par l'article 7 de la CCT portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers, conclue le 12 février 2008 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique (AR du 27 octobre 2008, MB du 04.03.2009), est abaissé de 30 à 25 ouvriers à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012, en tenant compte des éléments suivants :

- Les parties s'engagent à formuler pour le 1<sup>er</sup> septembre 2012, une description adéquate du concept de "temps nécessaire" tel que décrit à l'article 17 de la CCT précitée et ceci spécifiquement pour les entreprises qui occupent au minimum 25 et au maximum 29 ouvriers.
- La délégation syndicale dans ces entreprises est composée de maximum 2 délégués effectifs. Il n'y a pas de désignation de délégués suppléants.
- Une délégation syndicale peut être installée dans ces entreprises à condition que 50 % + 1 des ouvriers soutiennent par écrit cette demande par une lettre au Président de la Commission Paritaire.

Un groupe de travail paritaire évaluera cette procédure et l'adaptera si nécessaire au plus tard en septembre 2014.

- S'il y a, dans une telle entreprise, des ouvriers d'une organisation syndicale bénéficiant déjà d'une protection suite à un mandat dans un organe de concertation ou suite à une candidature aux élections sociales, les membres effectifs de la délégation syndicale pour cette organisation seront désignés au sein de cette liste d'ouvriers et inversement.

Ce régime ne porte pas préjudice au statut de la délégation syndicale à partir de 30 ouvriers tel que défini dans la CCT portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers, conclue le 12 février 2008 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et également dans la CCT du 12 février 2008 portant des recommandations paritaires sur l'application du statut des délégations syndicales pour ouvriers fixé par la CCT conclue le 12 février 2008, au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers. Ce régime ne constitue pas un précédent à cet égard.

### **Combinaison travail-famille**

#### **Crédit-temps - Diminution de carrière de 1/5ème**

##### **Article 16 §1er. Crédit-temps**

Le droit au crédit-temps prévu par l'art. 3 de la convention collective de travail n° 77bis, conclue le 19 décembre 2001 au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximale de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

Durant la première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la convention collective de travail n° 77bis précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les ouvriers souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins cinq ans.

##### **§2. Diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup>**

Les entreprises peuvent, en tenant compte de la bonne organisation du travail, conformément aux articles 6 §2 et 9 §2 de la convention collective de travail n° 77bis du Conseil National du Travail précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup> pour les ouvriers à temps plein qui travaillent en équipes.

##### **§3. Passage d'une diminution de carrière à la prépension conventionnelle**

Dans le cas où un(e) ouvrier(e) passe d'une forme de diminution de carrière dans le cadre du crédit-temps (CCT n° 77bis) à une forme de prépension conventionnelle, l'indemnité complémentaire à charge de l'employeur, telle que définie dans les conventions collectives sectorielles en vigueur pour ces régimes, sera calculée sur base d'un salaire à temps plein. Cette indemnité complémentaire sera calculée au prorata des périodes prestées à temps plein et à temps partiel sur toute la carrière.

Cette disposition ne porte pas préjudice aux modalités analogues ou plus favorables existant au niveau de l'entreprise.

### **Retour de congé de grossesse ou de maternité**

**Article 17 –** Lors du retour de congé de grossesse ou de maternité, il est garanti à la travailleuse concernée qu'elle pourra revenir dans sa fonction originelle ou dans une autre fonction équivalente ou comparable conformément à son contrat de travail.

### **Prime de fin d'année**

**Article 18 – A l'article 8, 3<sup>ème</sup> alinéa, de la CCT du 27 mai 2009 (AR 21 février 2010 ; MB 8 avril 2010) relative à la prime de fin d'année, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, pour ce qui concerne les périodes assimilées à du travail effectif, les mots «les jours de chômage partiel jusqu'à cinquante-cinq jours » sont remplacés par « les jours de chômage partiel jusqu'à soixante jours ».**

### **Article 19 – Groupe de travail paritaire**

Un groupe de travail paritaire sera constitué afin d'examiner les possibilités relatives à l'établissement d'une Commission Paritaire mixte (ouvriers et employés) pour le secteur de la chimie et des sciences de la vie.

### **Concertation et paix sociale**

**Article 20 - Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs exigences réciproques pour les matières faisant partie de la présente convention collective de travail.**

Cette convention collective de travail est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

## **Nationaal akkoord 2011-2012 voor arbeiders (PC 116)**

---

CAO gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende het Nationaal Akkoord 2011-2012.

### **Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.  
Met "arbeiders" wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

### **Duur**

**Artikel 2.** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012, met uitzondering van artikel 11§1.

### **Sector en ondernemingsoverleg**

**Artikel 3.** -- De sociale gesprekspartners hebben de intentie om met deze CAO op het vlak van de loonkostenevolutie, permanente vorming en de tewerkstelling de toekomst van de sector en zijn werknemers op lange termijn te ondersteunen.

Voor het afsluiten van CAO's op het vlak van de sector en de ondernemingen nemen de sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en de onderhandelaars op ondernemingsvlak akte van de integrale inhoud van het bemiddelingsvoorstel van de regering en van de wettelijke bepalingen terzake.

### **Minimumuurloon**

**Artikel 4.** . De bedragen van het minimum aanvanguurloon en van het minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit, zoals vastgesteld in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2009 (*KB 21 februari 2010; BS 8 april 2010*) betreffende het minimumuurloon gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, worden, in het 40-urenweek stelsel, vanaf 1 januari 2012 verhoogd met 0,3%.

De afronding zal gebeuren volgens artikel 7 van de CAO van 8 februari 2006 in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen (*KB 5 augustus 2006;BS 20 september 2006*).

### **Ervaringsloon**

**Artikel 5.** Het minimumuurloon vanaf 12 maanden ervaring, zoals vastgesteld in art. 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2009 (*KB 21 februari 2010 ; BS 8 april 2010*) betreffende de minimumuurlonen gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, wordt, in het 40-urenstelsel, vanaf 1 december 2012 verhoogd met 0,03 EUR;bruto.

De kost van de verhoging van dit artikel wordt in rekening gebracht op de enveloppe van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst 2013-2014

## **Ploegenpremies**

**Artikel 6.** De bedragen van de minimum ploegenpremies zoals voorzien in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende de minimum ploegenpremies (KB 21 februari 2010;BS 19 mei 2010), worden, in het 40 uren per week stelsel, vanaf 1 januari 2012, verhoogd met 0,3%.

De afronding zal gebeuren volgens artikel 4 van de CAO betreffende de minimum ploegenpremies (KB 21 februari 2010;BS 19 mei 2010).

## **Barema voor jongeren**

**Artikel 7.** De CAO betreffende het barema voor jongeren gesloten op 7 november 2001 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid (KB 12 juli 2002; BS 27 juli 2002) wordt vanaf 1 juni 2011 opgeheven.

## **Niet geconventioneerde ondernemingen**

### **Artikel 8.**

De urlonen op 31 december 2011, effectief uitbetaald in ondernemingen die aangaande de eventuele verhoging van de koopkracht voor de periode 2011-2012 niet gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten, zullen verhoogd worden met 0,3% op 1 januari 2012.

Deze verhoging met 0,3% gebeurt evenwel na verrekening en/of in voorafname van eventuele verhogingen van het uurloon en/of andere voordelen die, met uitzondering van deze ten gevolge van de collectieve arbeidsovereenkomst van *8 februari 2006 (KB 5 augustus 2006; BS 20 september 2006)*, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de koppeling der lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen, zouden toegekend worden aan de arbeiders tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De afronding van het uurloon zal gebeuren volgens artikel 7 van de CAO van 8 februari 2006 in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen (KB 5 augustus 2006;BS 20 september 2006).

## **Implementatie sectorpensioen**

### **Artikel 9.-**

Inzake de implementatie van het aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders van de scheikundige nijverheid wordt verwezen naar de bepalingen onder artikel 6 §2, 2<sup>e</sup> alinea van het Nationaal Akkoord 2009-2010 voor arbeiders, gesloten op 1 april 2009 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid (KB 10 november 2009, BS 16 maart 2010)

## **Bestaanszekerheid**

### **Artikel 10. Aanvullende werkloosheidssuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid**

De aanvullende werkloosheidssuitkering zoals voorzien in het eerste lid van artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2009(KB 10 oktober 2010; BS 10/11/2010), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot vaststelling van aanvullende werkloosheidssuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid en van vergoedingen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard bedraagt vanaf 1 mei 2011: 9,50 EUR per dag gedeeltelijke werkloosheid.

De periode gedurende dewelke men recht heeft op de aanvullende werkloosheidssuitkering bij gedeeltelijke werkloosheid wordt verhoogd van maximum 55 dagen per jaar tot maximum 60 dagen per jaar en dit vanaf 1/1/2011.

### **Conventioneel brugpensioen**

#### **Artikel 11. §1. Brugpensioen vanaf 58 jaar**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2009 (KB 21 februari 2010, BS 19 mei 2010), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 maart 2011 vervallen is, wordt verlengd van 1 april 2011 tot en met 31 maart 2013.

#### **§2. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan.**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2009 (KB 4 maart 2010 ; BS 19 mei 2010), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2010 vervallen is, wordt voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

#### **§3. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor de arbeiders met minstens 40 jaar beroepsloopbaan**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 2009 (KB 4 maart 2010; BS 19 mei 2010 ) gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende het conventioneel brugpensioen voor arbeiders vanaf de leeftijd van 56 jaar mits 40 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2010 vervallen is, wordt voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

### **§ 4. Halftijds conventioneel brugpensioen**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 2009 (KB 17 03 2010; BS 30 juni 2010), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid,betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar voor de arbeiders, die per 31 december 2010 vervallen is, wordt voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

### **Toekenning van een sociaal voordeel**

**Artikel 12.** - Het bedrag van het sociaal voordeel vastgelegd in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2009 (KB 21 februari 2010; BS 8 april 2010 ), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot toekenning van een sociaal voordeel, wordt vanaf het betalingsjaar 2012 (sociaal dienstjaar 2011) gebracht op 135 EUR.

De betalingsmodaliteiten worden bepaald door het beheerscomité van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid.

### **Syndicale vorming**

**Artikel 13.** – Het vierde lid, 2<sup>e</sup> alinea van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27 mei 2009 (KB 4 maart 2010 BS 19 mei 2010) gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, wordt met ingang van het jaar 2011 door de volgende bepalingen vervangen:

- begrenzing: 1.200.000 EUR vanaf 2011
- verdeling: vanaf 2011: 1.000.000 EUR jaarlijks aan de vakbondsorganisaties; 200.000 EUR jaarlijks aan Belgische federatie van de scheikundige nijverheid en van life sciences VZW (essenscia).

Voor het jaar 2012 wordt voorzien in een éénmalige extra toelage van 50.000 EUR aan de vakbondsorganisaties.

## **Fonds voor Vorming (Risicogroepen)**

**Artikel 14.** - De collectieve arbeidsovereenkomst tot voortzetting van het Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid, gesloten op 30 september 2009 (*KB 13 juni 2010 ; BS 18 augustus 2010*) in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, zal voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden verlengd. De bijdrage voor het Fonds voor vorming bedraagt 0,20 % op de brutolonen.

Van de hierboven vermelde totaal gestorte middelen zal een bedrag gelijk aan de bijdrage van 0,05 % op de brutolonen van de arbeiders integraal gebruikt worden voor collectieve opleidingsprojecten.

Een deel van de middelen zal gedurende de periode van deze CAO in het bijzonder worden aangewend om volgende 3 projecten vorm te geven en verder uit te werken:

1. Een betere integratie in de sector van personen met een handicap
2. Internationale solidariteit
3. Verbetering van de instroom van jongeren en promotie van de sector bij de jongeren

De concrete modaliteiten en middelen voor deze 3 projecten zullen worden bepaald door het Beheerscomité van het Fonds voor Vorming.

De sociale partners van de scheikundige nijverheid zullen gedurende de periode van de CAO binnen het Fonds Vorming eveneens de nodige initiatieven nemen ten einde de participatiegraad jaarlijks te verhogen met 5 %.

## **Syndicale afvaardiging**

### **Artikel 15.**

De drempel voor de oprichting van een syndicale afvaardiging voor de werklieden, als bepaald in art. 7 van de CAO houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden gesloten op 12 februari 2008 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, wordt (*KB 27 oktober 2008 ; BS 4 maart 2009*), per 1 september 2012, verlaagd van 30 naar 25 werklieden rekening houdende met volgende elementen:

- De partijen verbinden zich om tegen 1 september 2012 een adequate omschrijving te formuleren betreffende het begrip "de nodige tijd" als omschreven in art.17 in voornoemde CAO en dit specifiek voor de ondernemingen die minimaal 25 en maximaal 29 werklieden tewerkstellen.
- De syndicale afvaardiging in deze ondernemingen bestaat uit maximaal 2 gewone leden. Er worden geen plaatsvervangende leden aangeduid.
- Er kan in deze ondernemingen enkel een syndicale afvaardiging worden opgericht indien 50%+1 van de werklieden zulks schriftelijk vraagt via een schrijven gericht aan de voorzitter van het PC 116.

Een paritaire werkgroep zal deze procedure evalueren en indien nodig aanpassen tegen uiterlijk september 2014

- Indien in een dergelijke onderneming reeds werklieden van een betrokken syndicale organisatie beschermd zijn uit hoofde van een mandaat in een overlegorgaan of als kandidaat op de lijsten van de sociale verkiezingen zullen de gewone leden van de syndicale afvaardiging voor deze organisatie uit de lijst van de beschermden werklieden worden aangeduid en omgekeerd.

Deze regeling doet geen afbreuk aan het statuut van de syndicale delegatie vanaf 30 arbeiders zoals omschreven in CAO houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden gesloten op 12 februari 2008 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid evenals de CAO van 12 februari 2008 houdende paritaire aanbevelingen in verband met de toepassing van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden vastgesteld bij CAO houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden gesloten op 12 februari 2008 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid. Deze regeling vormt hiervoor geen precedent.

### **Combinatie arbeid- gezin**

#### **Tijdskrediet - 1/5de loopbaanvermindering**

##### **Artikel 16. § 1. Tijdskrediet**

Het recht op tijdskrediet, voorzien door art. 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten op 19 december 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden:

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per periode van één jaar;
- de arbeiders die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar anciënniteit bereikt te hebben.

##### **§ 2. 1/5de loopbaanvermindering**

De ondernemingen kunnen, rekening houdend met de goede werkorganisatie, overeenkomstig Artikel 6 § 2 en 9 §2 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis van de Nationale Arbeidsraad, de concrete toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering voor de voltijdse arbeiders die in ploegen zijn tewerkgesteld.

##### **§3. Overgang van loopbaanvermindering naar conventioneel brugpensioen**

In geval een arbeider overstapt van een vorm van loopbaanvermindering in het kader van tijdskrediet (CAO nr. 77bis) naar een vorm van conventioneel brugpensioen zal de aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever, als bepaald in de voor de sector geldende desbetreffende collectieve arbeidsovereenkomsten, berekend worden op basis van een voltijds loon. Deze aanvullende vergoeding wordt geproratiseerd met de verhouding van de periodes voltijdse en deeltijdse tewerkstelling over de gehele loopbaan

Deze regeling doet geen afbreuk aan gelijkwaardige of gunstiger modaliteiten die op het vlak van de onderneming bestaan.

### **Terugkomst uit zwangerschaps- of moederschapsverlof**

**Artikel 17.-** Na afloop van het zwangerschaps- of moederschapsverlof heeft de werkneemster het recht terug te keren naar haar functie of naar een gelijkwaardige of vergelijkbare functie conform haar arbeidsovereenkomst.

### **Eindejaarspremie**

**Artikel 18.-** In het artikel 8, 3<sup>e</sup> alinea van de CAO van 27 mei 2009 (KB 21 februari 2010; BS 8 april 2010) betreffende de eindejaarspremie, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, worden voor wat betreft de gelijkstellingen met effectieve arbeid de woorden "de dagen van gedeeltelijk werkloosheid tot vijfenvijftig dagen" vervangen door " de dagen van gedeeltelijke werkloosheid tot zestig dagen"

### **Paritaire werkgroep**

**Artikel 19.** Er wordt een paritaire werkgroep opgericht om de mogelijkheden in verband met de oprichting van een gemengd Paritair Comité (arbeiders en bedienden) voor de sector van de chemie en de life sciences te onderzoeken.

### **Overleg en sociale vrede**

**Artikel 20. -** Met inachtneming van de sociale vrede en de procedures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan elkaars eisen zijn tegemoet gekomen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten te goeder trouw, en de ondertekende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.